

67. Le **PRESIDENT**, moins en tant que président qu'en tant que représentant d'un pays en voie de développement, prie le représentant de la Jamaïque de bien vouloir réexaminer la demande présentée par plusieurs délégations et d'accepter d'ajourner le vote jusqu'au lendemain.

68. **M. BONNICK** (Jamaïque) considère que le moment est venu de prendre une décision sur le projet de résolution, qui porte sur un sujet déjà examiné en diverses instances. Il ne voit donc pas l'utilité d'entreprendre de nouvelles discussions sur la question. D'autre part, quelques représentants de pays développés ont suggéré que, au lieu de procéder au vote sur le projet de résolution, celui-ci soit renvoyé au

secrétaire général de la CNUCED pour qu'il donne ses vues en la matière; cette mesure semble inutile au représentant de la Jamaïque, les vues de la CNUCED étant déjà connues. Le but des auteurs du projet de résolution est seulement d'obtenir une élévation du niveau de vie des populations des pays en voie de développement; ils ne préjugent en aucun cas le contenu de l'étude. Cela dit, **M. Bonnick** accepte que le vote soit retardé, mais tient à ce que le projet de résolution ne fasse pas l'objet de nouvelles discussions et qu'il ne soit pas renvoyé au secrétaire général de la CNUCED pour examen.

La séance est levée à 12 h 50.

1553^e séance

Vendredi 9 novembre 1973, à 15 h 20.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1553

POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (fin) [A/9003, chap. XII, A/9016, A/9072, A/C.2/L.1294/Rev.1, A/C.2/L.1303] :

- a) Rapport du Conseil du développement industriel;
- b) Deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : rapport du Directeur exécutif

1. **M. MAKEYEV** (Union des Républiques socialistes soviétiques) suggère que la Commission mette d'abord aux voix le projet de proposition à soumettre à la Cinquième Commission figurant dans le document A/C.2/L.1303 qui concerne le projet de paragraphe à inclure dans le rapport de la Commission à l'Assemblée générale.

Par 72 voix contre 9, avec 11 abstentions, la proposition est adoptée.

2. **M. OLIVERI LOPEZ** (Argentine) et **M. CHABALA** (Zambie), prenant la parole en tant qu'auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1294/Rev.1, et **M. BENNANI** (Maroc), **M. KANE** (Mauritanie), **M. THAPA** (Népal), **Mme DE GROSSMAN** (République Dominicaine), **M. BOMANI** (République-Unie de Tanzanie), **M. HAMID** (Soudan), **M. CHELLE** (Uruguay), **M. KIRSHI** (Yémen) et **M. BA-ISA** (Yémen démocratique) disent qu'ils auraient voté pour la proposition s'ils avaient été présents.

3. **M. RASAPUTRAM** (Sri Lanka) explique qu'il a dû s'abstenir lors du vote, faute d'instructions précises de son gouvernement, étant donné qu'il n'avait reçu communication du document A/C.2/L.1303 que la veille.

4. Le **PRESIDENT** annonce que Madagascar, la Mauritanie et le Togo se sont portés coauteurs du projet de résolution A/C.2/L.1294/Rev.1.

5. **M. EKBLOM** (Finlande) dit que sa délégation a déjà expliqué le 12 juillet 1973, lors de la cinquante-

cinquième session du Conseil économique et social devant le Comité économique (638^{ème} séance), les raisons pour lesquelles elle s'est abstenue de voter lors de la mise aux voix des propositions figurant dans le document A/C.2/L.1294/Rev.1. Il apprécie à leur juste valeur les efforts déployés par les auteurs pour rendre le projet de résolution plus acceptable, mais, comme les décisions prises par le Conseil du développement industriel (CDI) à sa septième session ont été maintenues pour l'essentiel, il s'abstiendra lorsque le projet de résolution sera mis au vote.

6. **M. GONZALES ARIAS** (Paraguay) pense que les mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement sans littoral devraient être mentionnées au paragraphe 2. Bien que le CDI ait rejeté une proposition faite antérieurement dans ce sens, **M. González Arias** tient à faire observer qu'il n'y a en fait que trois pays en voie de développement sans littoral qui ne figurent pas dans la liste des 25 pays les moins développés, à savoir la Bolivie, le Paraguay et la Zambie, et que des mesures ont été prises en leur faveur par d'autres instances des Nations Unies. Le CDI devrait appuyer tous les pays en voie de développement et tenir compte à sa huitième session des besoins des pays en voie de développement sans littoral qui sont parmi les moins avancés. **M. González Arias** votera pour le projet de résolution A/C.2/L.1294/Rev.1.

7. **M. VALDES** (Bolivie) partage l'opinion du représentant du Paraguay. En se référant aux pays sans littoral, on agirait dans le sens du paragraphe 59 de la Stratégie internationale du développement. A sa huitième session, le CDI devrait tenir compte des besoins spéciaux de ces pays.

8. **M. PAGUAGA** (Nicaragua) et **M. CHABALA** (Zambie) appuient les observations faites par les représentants de la Bolivie et du Paraguay.

9. **M. SCHMID** (République fédérale d'Allemagne) dit qu'il est d'accord en principe que l'ONUDI devrait avoir une plus grande indépendance dans l'exécution de ses programmes, dans l'administration de son per-

sonnel et dans son programme de publications; on pourrait ainsi réaliser des économies de temps et de travail à New York. Mais pour être plus indépendante, il faudra que cette organisation fasse au CDI un rapport plus détaillé sur ses travaux. M. Schmid ne voit cependant pas la nécessité, pour le moment, d'accorder à l'ONUDI une complète autonomie administrative et financière.

10. La création d'un fonds de développement industriel qui absorberait toutes les contributions volontaires versées à l'ONUDI — à l'exception des fonds du PNUD — pourrait aboutir, à l'avenir, à une fusion des divers fonds d'affectation spéciale, y compris probablement les ressources provenant du Fonds d'équipement des Nations Unies. Le moment opportun pour examiner cette question viendra lorsque les travaux concernant la stratégie à long terme de l'ONUDI et la deuxième Conférence générale auront été terminés. Un tel fonds pourrait être utilisé pour financer des projets, en particulier des projets interrégionaux et mondiaux qui ne peuvent être financés par le PNUD. Toutefois, si un tel fonds était créé, l'ONUDI aurait à rendre compte de l'utilisation de ses ressources au Conseil.

11. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne maintient ses réserves quant à la recommandation, faite par le Conseil dans sa décision I (VII), de porter le budget du programme ordinaire d'assistance technique de l'ONUDI de 1,5 à 2 millions de dollars en 1975. Pour des raisons de principe, il pense que tous les fonds disponibles pour l'assistance technique devraient relever entièrement du PNUD, sauf lorsqu'il semble approprié de prélever sur des fonds d'affectation spéciale. Il appuie cependant les mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés.

12. M. Schmid ne pense pas qu'il soit nécessaire pour le moment d'accroître le nombre des conseillers hors siège de l'ONUDI, comme le recommande le Conseil dans sa décision III (VII), mais il est disposé à réexaminer la question lors de la deuxième Conférence générale. Des personnes qualifiées devraient être nommées aux 30 postes existants de conseiller hors siège et on devrait améliorer la coopération entre l'ONUDI et les commissions économiques régionales.

13. La délégation de la République fédérale d'Allemagne s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution A/C.2/L.1294/Rev.1.

14. M. JOSEPH (Australie) remercie les auteurs du projet de résolution des efforts qu'ils ont déployés pour tenir compte des points soulevés par sa délégation et par d'autres délégations. Néanmoins, il a encore des doutes à propos du paragraphe 4 concernant l'augmentation du nombre des conseillers industriels hors siège et pense que la Commission ne devrait prendre aucune décision avant que le Conseil d'administration du PNUD ait exprimé son opinion. En outre, le terme "Approuve" semble incompatible avec l'idée exprimée par l'expression "sans préjudice". Etant donné ces considérations, M. Joseph demande que le paragraphe 4 soit mis aux voix séparément.

15. M. MUELLER (Autriche) demande un vote séparé pour les paragraphes 3 et 4.

16. M. GATES (Nouvelle-Zélande) pense aussi que l'ONUDI ne remplit pas le rôle d'organe central pour

les programmes du secteur industriel, comme prévu. Une carence de volonté politique de la part des pays industrialisés et un besoin d'indépendance financière et administrative y sont probablement pour quelque chose.

17. La délégation néo-zélandaise s'efforcera de faire en sorte que l'on parvienne, lors de la deuxième Conférence générale, à créer une organisation qui puisse répondre aux espoirs de tous les pays. Le projet de résolution à l'examen aide utilement à réviser le rôle de l'ONUDI. M. Gates a cependant une réserve mineure concernant le paragraphe 2 qui, à son sens, ne concerne pas l'affectation des fonds aux programmes d'assistance technique. Il pense plutôt que les fonds supplémentaires recommandés serviraient en majeure partie à couvrir les dépenses d'administration accrues des programmes d'assistance technique et que seulement ce qui en resterait serait affecté à l'assistance aux pays en voie de développement les moins avancés. M. Gates votera pour le projet de résolution A/C.2/L.1294/Rev.1, mais il ne voudrait pas qu'on voie dans son vote une approbation des opinions exprimées à la Commission au sujet des moyens d'améliorer et de renforcer l'ONUDI.

Sur la demande du représentant du Koweït, il est procédé au vote enregistré sur les paragraphes 3 et 4 du projet de résolution A/C.2/L.1294/Rev.1.

Paragraphe 3

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Australie, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Birmanie, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Chypre, Dahomey, Yémen démocratique, République Dominicaine, Egypte, Ethiopie, Fidji, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyane, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Israël, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, République khmère, Koweït, Laos, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Mexique, Maroc, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, Roumanie, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Autriche, Belgique, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Tchécoslovaquie, Danemark, Finlande, France, République démocratique allemande, Allemagne (République fédérale d'), Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Mongolie, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pologne, Portugal, Afrique du Sud, Espagne, Suède, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 92 voix contre zéro, avec 27 abstentions, le paragraphe 3 est adopté.

Paragraphe 4

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Chypre, Dahomey, Yémen démocratique, République Dominicaine, Egypte, Ethiopie, Fidji, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyane, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Israël, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, République khmère, Koweït, Laos, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Mongolie, Maroc, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Barbade, Belgique, Canada, Tchécoslovaquie, Danemark, Finlande, France, Allemagne (République fédérale d'), Islande, Irlande, Japon, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 97 voix contre une, avec 22 abstentions, le paragraphe 4 est adopté.

Sur la demande du représentant du Nigéria, il est procédé au vote enregistré sur l'ensemble du projet de résolution A/C.2/L.1294/Rev.1.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Birmanie, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Chypre, Dahomey, Yémen démocratique, Danemark, République Dominicaine, Egypte, Ethiopie, Fidji, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyane, Haïti, Honduras, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Israël, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, République khmère, Koweït, Laos, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, Qatar, Roumanie, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Belgique, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Tchécoslovaquie, Finlande, France, République

démocratique allemande, Allemagne (République fédérale d'), Hongrie, Irlande, Pologne, Afrique du Sud, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

Par 103 voix contre zéro, avec 17 abstentions, l'ensemble du projet de résolution A/C.2/L.1294/Rev.1 est adopté.

18. M. SOTO (Venezuela) est favorable aux idées exprimées par les représentants de la Bolivie et du Paraguay et ne verrait donc pas d'objection à ce que, dans le paragraphe 2 du projet de résolution, il soit fait mention des pays sans littoral.

19. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que sa délégation soutient les activités de l'ONUDI car elle est convaincue que le développement industriel peut jouer un rôle important dans l'incitation au progrès économique et social des pays en voie de développement et dans l'amélioration du niveau de vie de leurs populations. La délégation soviétique est heureuse d'apporter son soutien aux mesures destinées à améliorer les activités de l'ONUDI dans le cadre défini par la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale et elle a approuvé la décision de tenir la deuxième Conférence générale de l'ONUDI à Lima.

20. Toutefois, pour ce qui est des mesures que vient de prendre la Commission, la délégation soviétique estime qu'il convient d'accroître l'efficacité des activités de l'ONUDI, non pas en la dotant d'un budget distinct de celui de l'ONU et en lui accordant l'autonomie administrative, comme le prévoit le projet de paragraphes publié sous la cote A/C.2/L.1303, ni en créant un nouveau fonds comme le demande le projet de résolution A/C.2/L.1294/Rev.1, mais en faisant un usage plus rationnel des ressources de l'ensemble des organismes des Nations Unies et en renforçant le rôle de coordination en matière de développement industriel dévolu à l'ONUDI par la résolution 2152 (XXI). L'ONUDI remplit déjà toutes les conditions voulues pour servir, au sein des organismes des Nations Unies, d'organe principal de coordination des activités de développement industriel et de diffusion de renseignements techniques sur l'industrialisation. En fait, le statut que lui attribue la résolution 2152 (XXI) est, à certains égards, plus avantageux que celui de la plupart des institutions spécialisées. Il s'agit de lui permettre de profiter pleinement de toutes les possibilités qui lui sont offertes d'encourager l'aide au développement industriel des pays en voie de développement, et l'on n'atteindra vraisemblablement pas cet objectif en procédant à des transformations précipitées d'une utilité contestable. En conséquence, la délégation soviétique a voté contre la proposition figurant dans le document A/C.2/L.1303 et s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution A/C.2/L.1294/Rev.1. Pour ce qui est du paragraphe 2 du projet de résolution en question, elle estime que le programme ordinaire d'assistance technique de l'ONUDI devrait être transféré du budget ordinaire de l'ONU au PNUD et financé par des contributions volontaires. Elle pense donc que l'on ne pourra accroître la base de travail et le budget du programme ordinaire d'assistance technique de l'ONUDI qu'en procédant à une nouvelle répartition des ressources existantes et que cette mesure

n'entraînera aucune augmentation de l'ensemble du budget ordinaire. Pour les mêmes raisons, la délégation soviétique n'est pas d'avis que l'augmentation du nombre des conseillers industriels hors siège, mentionnée au paragraphe 4, soit financée au moyen de fonds provenant du budget de l'ONU. C'est parce qu'elle avait compris que le mode de financement serait autre qu'elle a appuyé la décision III (VII) au CDI. Le Directeur exécutif doit envisager les possibilités de financer cet accroissement au moyen de fonds provenant d'autres sources, en particulier certains fonds d'assistance technique volontaire.

21. M. ARVESEN (Norvège) indique que sa délégation a voté pour l'ensemble du projet de résolution mais s'est abstenue sur le paragraphe 3 car elle estime que le PNUD doit rester la source principale de financement de l'ONUDI. Il convient d'augmenter les ressources du PNUD et, lors de la récente Conférence de 1973 pour les annonces de contributions¹, la délégation norvégienne a annoncé pour 1974 une contribution substantiellement accrue du Gouvernement norvégien. Pour des raisons semblables à celles qu'a exposées le représentant de l'Australie, elle s'est également abstenue lors du vote sur le paragraphe 4.

22. M. VAN GORKOM (Pays-Bas) déclare que sa délégation approuve l'objet principal du projet de résolution, qui est de renforcer l'ONUDI. Toutefois, lors de la septième session du CDI, la délégation néerlandaise n'a appuyé que l'une des décisions dont le projet de résolution, ainsi que le document A/C.2/L.1303, vise de nouveau à affirmer le principe. Bien qu'elle ait voté pour la décision I (VII) au CDI, la délégation néerlandaise n'en estime pas moins, à propos du paragraphe 2 du projet, que le PNUD doit rester la source principale du financement des projets de l'ONUDI.

23. La délégation néerlandaise s'est abstenue lors du vote sur le paragraphe 4; si elle accueille avec satisfaction la mention ajoutée par les auteurs selon laquelle l'accroissement du nombre des conseillers industriels hors siège serait sans préjudice de l'examen de la question par le Conseil d'administration du PNUD, cette mention lui paraît incompatible avec le fait d'approuver la décision III (VII). En ce qui concerne le paragraphe 3 du projet et le document A/C.2/L.1303, la délégation néerlandaise reste opposée à l'autonomie administrative et financière de l'ONUDI, ainsi qu'à la constitution d'un fonds spécial pour le développement industriel. L'œuvre de développement accomplie par les organismes des Nations Unies nécessite davantage de cohésion et moins d'autonomie; c'est pourquoi le PNUD doit rester essentiellement responsable de toute l'assistance technique. Cependant, les auteurs n'ayant pas insisté pour qu'une décision soit prise au stade actuel, la délégation néerlandaise s'est abstenue sur le paragraphe 3, plutôt que de voter contre, et a appuyé l'ensemble du projet de résolution.

24. M. ROUGE (France) déclare que sa délégation s'est abstenue sur l'ensemble du projet de résolution et sur les paragraphes 3 et 4. La délégation française partage le scepticisme de beaucoup de délégations quant à la constitution d'un fonds spécial et à l'octroi d'une autonomie financière et administrative à l'ONUDI; une décentralisation administrative semble suffisante.

Néanmoins, la délégation française n'est pas opposée à un examen de cette question, à condition qu'il soit impartial. Elle aurait voté contre le paragraphe 2 du projet s'il avait fait l'objet d'un vote distinct, car elle estime que l'examen de cette question appartient plutôt à la Cinquième Commission, où, pour des raisons déjà formulées, elle se prononcera contre toute recommandation de cette nature.

25. M. SKOGLUND (Suède) rappelle que sa délégation a voté pour l'ensemble du projet de résolution, mais avec des réserves concernant certains paragraphes. Le projet de résolution suppose l'approbation de trois décisions du CDI sur lesquelles la délégation suédoise à l'ONUDI s'est abstenue. La délégation suédoise peut appuyer l'accroissement du programme ordinaire d'assistance technique de l'ONUDI évoqué au paragraphe 2, puisqu'il sera consacré à une action spéciale en faveur des pays en voie de développement les moins avancés. Cependant, si la Cinquième Commission n'approuve pas un accroissement du chapitre 19 du budget ordinaire de l'ONU destiné à couvrir l'allocation supplémentaire pour l'ONUDI, la délégation suédoise se réserve le droit de réviser sa position quant à la répartition des fonds prévus à ce chapitre.

26. La délégation suédoise doute qu'il soit souhaitable de constituer un fonds spécial pour le développement industriel, car si le PNUD continue d'assurer le financement du développement industriel, les pays en voie de développement pourront incorporer cette assistance à leurs autres priorités dans leurs programmes nationaux. Quoique favorable à l'accroissement du nombre des conseillers hors siège, la délégation suédoise estime que le paragraphe 4 du projet de résolution, même révisé, préjuge le résultat des discussions au Conseil d'administration du PNUD, et elle s'est par conséquent abstenue lors du vote. Elle peut approuver le paragraphe 5 dans la mesure où les sommes affectées au nouvel élément Coopération industrielle entre pays en voie de développement ne dépasseront pas le montant de 200 000 dollars proposé initialement.

27. M. GALLARDO MORENO (Mexique) déclare qu'aux yeux de sa délégation le paragraphe 2 du projet prévoit de limiter aux domaines évoqués dans la décision I (VII) l'utilisation des ressources supplémentaires demandées.

28. M. CAVAGLIERI (Italie) déclare que le vote de sa délégation en faveur du projet de résolution illustre l'appui constant de son pays à l'ONUDI, à laquelle l'Italie verse d'importantes contributions. Néanmoins, la délégation italienne est opposée en général à la constitution de fonds spéciaux et elle aurait préféré qu'une décision concernant un fonds pour le développement industriel ne soit prise qu'une fois que l'ONUDI aura renforcé sa structure et adopté des principes directeurs mieux définis. La délégation italienne s'est donc abstenue lors du vote sur le paragraphe 3. Elle a voté pour le paragraphe 4, étant entendu que l'on agira prudemment et après mûre réflexion.

29. La délégation italienne a voté pour le document A/C.2/L.1303, car elle peut donner son assentiment à l'établissement par le Secrétaire général d'un rapport sur l'octroi de l'autonomie administrative et financière à l'ONUDI. Néanmoins, son vote ne doit pas être interprété comme préjugant le fond de la question, et

¹ Voir A/CONF.60/SR.1.

elle estime que l'ONUDI doit renforcer sa structure et adopter des orientations plus claires avant l'introduction de toute réforme.

30. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) déclare que sa délégation s'est abstenue sur l'ensemble du projet de résolution. Si le paragraphe 2 avait fait l'objet d'un vote distinct, sa délégation aurait, pour des raisons analogues à celles exposées par d'autres délégations, voté contre ce paragraphe. La délégation du Royaume-Uni est opposée à la demande adressée au Secrétaire général dans le document A/C.2/L.1303.

31. M. ALLEN (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation s'est abstenue sur l'ensemble du projet de résolution et aurait voté contre le paragraphe 2, s'il avait fait l'objet d'un vote distinct. Le Gouvernement des Etats-Unis est opposé, par principe, au financement de l'assistance technique par le budget ordinaire de l'ONU, et préférerait que le chapitre 19 du budget soit réduit chaque année, au fur et à mesure que les activités seront transférées au PNUD et aux autres organismes compétents. La délégation des Etats-Unis a voté pour le paragraphe 3, car elle n'est pas opposée à l'établissement d'un rapport; néanmoins, son attitude vis-à-vis du fonds spécial pour le développement industriel dépendra de la nature de la proposition formulée en fin de compte. Elle s'est prononcée contre le paragraphe 4, car à ce stade une action unilatérale du Directeur exécutif préjugerait l'examen de la question des conseillers hors siège par le Conseil d'administration du PNUD à sa dix-septième session.

32. M. CHELLE (Uruguay) signale que sa délégation était prête à appuyer l'amendement suggéré par les délégations bolivienne et paraguayenne au paragraphe 2 du projet de résolution (voir par. 6 et 7 ci-dessus).

33. M. GEBRU (Ethiopie) déclare que sa délégation, si elle avait été présente lors du vote, aurait voté pour le document A/C.2/L.1303.

34. M. KRYGER (Danemark) déclare que sa délégation a voté pour l'ensemble du projet de résolution, malgré ses réserves touchant les paragraphes 2, 3 et 4. La délégation danoise s'était abstenue, à la septième session du CDI, sur les trois décisions désormais incorporées, sous une forme modifiée, au projet de résolution. Elle avait exprimé, à cette occasion, son inquiétude quant à l'accroissement du volume des crédits ouverts au titre V du budget ordinaire de l'ONU. Quoique son inquiétude persiste, elle est favorable au paragraphe 2 du projet, étant donné que les ressources supplémentaires seront consacrées à une action spéciale en faveur des pays les moins avancés, et à condition que le budget ordinaire dans son ensemble soit majoré des sommes nécessaires. La délégation danoise s'est abstenue lors du vote sur le paragraphe 3, car elle estime que le PNUD doit être la principale source de financement de l'ONUDI, et le Gouvernement danois n'est pas prêt à contribuer à un fonds spécial pour le développement industriel. La délégation danoise s'est également abstenue sur le paragraphe 4, l'addition du membre de phrase "sans préjudice de l'examen de la question . . . par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement" ne l'ayant pas convaincue que tel était bien le sens du paragraphe.

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (*suite*) [A/9003/Add.1 (première partie), A/9015, A/9142, A/9213, A/C.2/L.1297] :

a) Rapport du Conseil du commerce et du développement

35. Le PRESIDENT déclare que la Commission votera sur le projet de résolution A/C.2/L.1297, tel qu'il a été révisé oralement par les auteurs, qui ont demandé un vote enregistré.

36. M. ROUGET (République fédérale d'Allemagne), prenant la parole pour expliquer son vote avant le vote, déclare que sa délégation ne pense pas qu'il soit possible d'atteindre le but visé par les auteurs du projet de résolution en indexant le prix des produits de base ou en liant ces prix à ceux des articles manufacturés. Toute augmentation des prix des produits de base qui ne reflète pas la véritable structure de l'offre et de la demande risque d'entraîner une baisse de la demande, réduisant ainsi les recettes des pays en voie de développement qui exportent ces produits. Cette vue est partagée par le Comité consultatif du Conseil du commerce et du développement; celui-ci déclare, au paragraphe 13 de son rapport sur sa huitième session², que la possibilité d'atteindre cet objectif dans le cadre d'un accord international relatif aux produits de base ne dépendrait pas seulement d'une décision politique à l'effet d'adopter ledit objectif mais serait également fonction de la situation de la demande du produit considéré, ainsi que des moyens d'agir sur le marché par la régulation de l'offre. La délégation de la République fédérale d'Allemagne ne voit pas comment l'étude proposée fera avancer la solution du problème; aussi votera-t-elle contre le projet de résolution A/C.2/L.1297.

37. M. VAN GORKOM (Pays-Bas) déclare qu'il aurait préféré parler au cours d'un débat, plutôt qu'en explication de vote, sur le projet de résolution, projet qu'il regrette de ne pouvoir appuyer. Comme le représentant de la Jamaïque l'a fort justement déclaré, le problème de l'indexation des prix a été discuté à maintes reprises au sein de la CNUCED. Cependant, la raison pour laquelle ces discussions ont été si peu suivies d'effet n'est pas due à l'obstruction des pays avancés, mais à la volonté de toutes les parties intéressées de concentrer leur attention sur les questions plus concrètes de politique des prix et de débouchés pour les produits de base, et en particulier sur les prochaines consultations relatives à ces produits. Le Gouvernement néerlandais estime que ce n'est pas par des études spécifiques que l'on résoudra le problème. Il ne voit pas comment il serait possible, dans les conditions actuelles du marché, d'établir et de maintenir des indices de prix fixes et des liens automatiques. En tout état de cause, outre que le projet de résolution ne prend pas en compte cet élément important que constitue le volume des échanges entre les pays développés et les pays en voie de développement, la délégation néerlandaise estime que ce système de liens automatiques ne profiterait pas aux pays en voie de développement; tout d'abord, pareil système conduirait, en raison des ajustements de compensation nécessaires, à une spirale inflationniste, et la fixation

² TD/B/463.

par accord mutuel des prix des produits d'exportation entre les pays développés et les pays en voie de développement limiterait en fait la possibilité pour ces derniers d'obtenir de meilleurs prix pour leurs produits de base et leurs produits industriels sans avoir à accepter des prix plus élevés pour les produits importés. Vu l'extrême diversité des produits exportés et l'évolution constante de leur qualité, il sera pratiquement impossible de mettre au point un système d'indexation qui fonctionne et qui soit applicable à l'échelle mondiale. En ce qui concerne les mesures pratiques qu'il convient de prendre pour réaliser les objectifs visés par les auteurs du projet de résolution, le point de vue de la délégation néerlandaise a été exposé à la 1540ème séance de la Commission, ainsi qu'un plan intégré de réorganisation de la production à l'échelle internationale.

38. M. ROUGE (France) dit que le sujet auquel se rapporte le projet de résolution présente une importance capitale. Les prix pratiqués dans les échanges commerciaux internationaux commandent la répartition des ressources entre les divers pays; ils sont donc un facteur décisif de l'équité dans les relations internationales aussi bien que du développement du tiers monde. Outre ces considérations d'ordre général, l'évolution désordonnée des cours des produits de base, notamment en ce qui concerne les denrées alimentaires, l'inflation généralisée et l'incertitude des taux de change après l'effondrement du système monétaire, tout cela accroît les préoccupations que les problèmes de prix suscitent d'un bout à l'autre du monde.

39. Le préambule du projet de résolution montre que les auteurs sont conscients de l'effort dans lequel est actuellement engagée la communauté internationale pour venir à bout de ces difficultés. Le FMI et la CNUCED n'ont pour ainsi dire pas d'autre objet que de créer et de maintenir les conditions nécessaires pour que les prix des produits faisant l'objet du commerce international soient stables et équitables. Le Gouvernement français attache la plus grande importance au succès de ces entreprises dont dépend la réussite de la Stratégie internationale du développement. La France joue un rôle actif dans la recherche d'un système monétaire international propre à faciliter la lutte contre l'inflation et à garantir la stabilité des taux de change et, depuis plus de 20 ans, elle préconise une organisation des marchés des produits de base favorable aux intérêts des pays en voie de développement.

40. Cependant, la délégation française ne croit pas que la méthode exagérément simple proposée dans le projet de résolution puisse contribuer à résoudre les problèmes vastes et complexes qui se posent. Le lien automatique entre les deux types de produits fait abstraction de toutes les données objectives du problème, y compris l'absence d'un système monétaire international fonctionnant correctement, l'évolution des coûts de revient et les mouvements de l'offre et de la demande des différents produits. Bien plus, ce lien automatique suppose l'existence d'une administration mondiale des prix qu'aucun Etat n'est prêt à laisser s'instituer; à l'intérieur même des Etats, la fixation des prix se heurte toujours à d'immenses difficultés. La délégation française considère, par conséquent, que le projet de résolution, dont les buts lui inspirent une vive sympathie, aurait dû faire l'objet d'une étude plus ap-

profondie. Etant donné que ses auteurs insistent pour le vote, la délégation française votera contre.

41. M. JONSSON (Islande) déclare que la délégation islandaise considère très favorablement le projet de résolution. L'indexation des prix des exportations et des importations des pays en voie de développement mérite d'être examinée attentivement et favorablement par les organes de l'ONU qui s'occupent de développement, car les relations entre les prix des importations et les prix des exportations dans les pays en voie de développement sont trop mal connues. Si l'affirmation contenue dans le dernier alinéa du préambule — affirmation selon laquelle la structure et l'organisation des courants mondiaux d'importations et d'exportations sont nettement à l'avantage des pays développés — peut paraître une généralisation excessive, la délégation islandaise estime cependant qu'elle correspond largement à la réalité. Néanmoins, afin de parvenir à un texte de compromis satisfaisant pour toutes les délégations, il aurait été souhaitable de discuter plus longuement sur le fond de la proposition. Une déclaration détaillée du secrétaire général de la CNUCED sur l'étude proposée aurait également été utile. Aussi la délégation islandaise s'abstiendra-t-elle lors du vote sur le projet de résolution.

42. M. JABER (Jordanie) déclare que sa délégation votera pour le projet de résolution; l'établissement d'un lien automatique n'y est pas exigé, il y est simplement demandé d'établir une étude, qui est attendue depuis longtemps et qui est absolument nécessaire à la poursuite des travaux de la CNUCED et des autres organes économiques de l'Organisation des Nations Unies. Cette étude serait en outre extrêmement utile pour l'examen et l'évaluation de la Stratégie internationale du développement.

43. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) dit que l'indexation des prix est une des questions dont s'occupent le Comité consultatif du Conseil du commerce et du développement et la Commission des produits de base. Le rapport du Comité consultatif est actuellement examiné par les gouvernements, et leurs commentaires aideront à orienter ce comité dans la poursuite de ses travaux. La proposition contenue dans le projet de résolution est donc superflue, et vu la précipitation avec laquelle ce projet de résolution est mis aux voix, alors que sa rédaction n'a fait l'objet que d'un examen des plus brefs, la délégation du Royaume-Uni votera contre.

44. M. KRYGER (Danemark), parlant au nom des délégations de la Finlande, de la Norvège et de la Suède ainsi que de la sienne, déclare que les problèmes de relations de prix et d'indexation des prix des produits de base et des articles manufacturés sont d'une extrême importance pour tout le processus du développement. Les pays nordiques auraient pu appuyer un projet de résolution dans lequel il aurait été demandé d'entreprendre une étude sur la question, mais puisque les auteurs du projet de résolution n'ont donné aucune explication quant à ses implications et qu'ils ne sont pas disposés à engager des discussions sérieuses sur les points précis de l'étude proposée, ces pays seront contraints de s'abstenir lors du vote.

45. M. BONAIO (Côte d'Ivoire) dit que sa délégation appuiera le projet de résolution, dont le seul objet est la préparation d'une étude sur un sujet étroitement lié à la question de l'équité dans les relations internationales,

sans préjuger aucun résultat. Une étude de ce genre n'entraînera aucun coût supplémentaire, puisqu'elle sera effectuée dans le cadre des activités ordinaires de la CNUCED; de plus, elle fournira à l'Assemblée générale des faits sur la base desquels celle-ci pourra, si elle le souhaite, prendre la décision d'établir un système d'indexation des prix. Un système de ce genre risque d'être extrêmement complexe, mais on ne peut en être vraiment sûr tant que l'étude n'aura pas été faite.

46. M. CAVAGLIÈRI (Italie) note que sa délégation a toujours considéré avec une extrême bienveillance les initiatives en faveur des pays en voie de développement. Toutefois, la proposition contenue dans le projet de résolution soulève des questions techniques complexes qu'il aurait fallu examiner tout d'abord dans un contexte plus approprié, avant de les soumettre à la Commission avec les explications et commentaires appropriés. Un certain nombre de délégations ont souligné la difficulté que posent le calcul et la mise au point d'indices des prix des produits de base. Néanmoins, l'objet du projet de résolution étant simplement la préparation d'une étude et n'impliquant aucune décision quant au fond de la question, la délégation italienne s'abstiendra lors du vote au lieu d'émettre un vote négatif.

47. M. OGISO (Japon) note que l'indexation des prix des produits, surtout des produits manufacturés, sera extrêmement difficile à établir en raison des nombreux éléments différents qui déterminent les prix. Par exemple, des problèmes se poseront au moment de l'évaluation des conséquences sur les prix de l'amélioration de la qualité des produits. Il sera extrêmement difficile d'obtenir une indexation équitable, et la délégation japonaise n'est pas convaincue de l'intérêt pratique d'en faire l'essai. En conséquence, elle s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution.

48. M. BOMANI (République-Unie de Tanzanie) dit que, selon sa délégation, l'étude d'aucune question ne dépasse la compétence du système des Nations Unies. La délégation tanzanienne se rend compte des difficultés qu'il y aura à atteindre l'objectif final du projet de résolution, mais elle pense que l'on pourrait au moins tenter d'étudier la situation, étant donné la mesure dans laquelle les pays en voie de développement ont souffert de l'inégalité des prix des produits de base par rapport à ceux des articles manufacturés. La répugnance de certaines délégations à convenir que les renseignements pertinents devraient être obtenus au moyen d'une étude de ce genre est assez surprenante. La délégation tanzanienne votera en faveur du projet de résolution.

49. M. FERNANDEZ VILLAVÉRDE (Espagne) annonce que sa délégation s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution puisque, comme certains orateurs l'ont déjà dit, le projet a simplement pour objet de demander au secrétaire général de la CNUCED de préparer une étude destinée à l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session. Toutefois, le Gouvernement espagnol a certains doutes quant à la portée de l'étude, et surtout quant à l'établissement d'un lien entre les prix unitaires des produits importés et des produits exportés, dont il est question au paragraphe 1 du dispositif.

50. Le PRÉSIDENT annonce que Madagascar souhaite être ajouté à la liste des auteurs du projet de résolution.

51. M. GEBRU (Ethiopie) souligne l'importance du projet de résolution et note que les arguments avancés par les pays développés pour démontrer l'impossibilité de régler la question de l'indexation ne sont pas convaincants. Le projet de résolution, où l'on demande seulement que le secrétaire général de la CNUCED prépare une étude, n'a aucune incidence politique générale. M. Gebru regrette que certaines délégations n'aient pas jugé bon de changer leur position sur la question, alors qu'il s'agit simplement d'établir une étude.

52. M. SANDERS (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation votera contre le projet de résolution, dont la signification et les répercussions ne sont pas claires. L'indexation revêt plusieurs sens complexes et on peut difficilement savoir comment l'étude en question s'articulera avec les travaux en cours sur le sujet. Le vote de la délégation des Etats-Unis ne doit pas être interprété comme un refus d'examiner la question complexe de l'indexation. L'établissement d'un lien entre les prix des produits exportés et ceux des produits importés risque, en fait, de ne pas favoriser la réalisation de l'objectif d'une structure des prix plus équitable, et même de désavantager les pays en voie de développement.

53. M. KANDE (Sénégal) note que le caractère crucial de la question examinée est généralement reconnu. Il est donc important d'étudier les moyens de résoudre les problèmes qui s'y rapportent. Vu les réactions défavorables exprimées, la délégation sénégalaise craint que l'étude ne commence plus tard que prévu alors qu'il faudrait au contraire qu'elle soit entreprise au plus tôt afin de résoudre un problème dont l'importance n'échappe à personne.

54. M. SCHUPPUS (Togo) dit que sa délégation n'a aucune difficulté à appuyer le projet de résolution. La question de l'indexation a déjà été examinée par le Groupe des Soixante-Dix-Sept dans le cadre d'autres instances, et les pays en voie de développement accordent une attention spéciale à la distorsion existant entre les prix des produits de base et les prix des articles manufacturés importés des pays développés, pays qui jusqu'à présent ont choisi de se soustraire à leurs responsabilités en manifestant une préférence pour des recommandations de caractère vague. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que le traitement défavorable dont font l'objet les produits des pays en voie de développement aboutisse à une détérioration constante des termes de l'échange de ces pays. Le projet de résolution demande seulement qu'une étude soit entreprise en vue d'assurer des prix justes et rémunérateurs aux produits de base des pays en voie de développement; et il n'entraîne aucune décision immédiatement applicable. Il est indispensable de chercher à accroître et à stabiliser les recettes d'exportation dans le cadre d'un plan global accepté par les pays développés comme par les pays en voie de développement. La délégation togolaise apprécie l'assistance que rendent les pays développés aux pays en voie de développement en vue de promouvoir l'expansion économique de ces derniers, mais elle estime qu'il est assez illogique de fournir une assistance de ce genre tout en maintenant des obstacles à l'expansion économique.

55. M. GARCIA BELAUNDE (Pérou) annonce que sa délégation votera en faveur du projet de résolution. Il

est difficile de comprendre pourquoi la préparation d'une étude sur une question aussi importante pour les pays en voie de développement se heurte à une telle résistance.

56. M. DELIVANIS (Grèce) fait observer que, par suite de l'inflation, les prix des matières premières et de certains produits agricoles ont augmenté de 51 p. 100 en un an, tandis que ceux des produits industriels ont augmenté dans une bien moins grande proportion pendant la même période. Considérant le projet de résolution en tant qu'économiste, M. Delivanis note que l'étude demandée est beaucoup trop compliquée; l'analyse pourra peut-être aboutir à des conclusions intéressantes du point de vue théorique, mais ces conclusions ne seront d'aucune valeur pour la politique des Etats et pour la stratégie du développement. Dans ces conditions, la délégation grecque regrette de ne pouvoir voter en faveur du projet de résolution.

57. M. DELPRÉE CRESPO (Guatemala) dit que le projet de résolution vise seulement à prier le secrétaire général de la CNUCED de préparer une étude sur l'indexation des prix. Les renseignements que permettrait d'obtenir une étude de ce genre seraient utiles pour l'établissement de relations commerciales plus équitables. M. Delprée Crespo reconnaît que la préparation d'une telle étude ne sera pas aisée, mais la question en jeu revêt une telle importance que la délégation guatémaltèque votera en faveur du projet de résolution.

Sur la demande du représentant de la Jamaïque, il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution A/C.2/L.1297, tel qu'il a été révisé oralement.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Birmanie, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Dahomey, Yémen démocratique, République Dominicaine, Egypte, Ethiopie, Fidji, Gabon, Ghana, Guatemala, Guinée, Guyane, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Israël, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, République khmère, Koweït, Laos, République arabe libyenne, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Mexique, Maroc, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Sri Lanka, Soudan, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ouganda, Emirats arabes unis, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre et Zambie.

Votent contre : France, Allemagne (République fédérale d'), Grèce, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Tchécoslovaquie, Danemark, Finlande, République démocratique allemande, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Japon, Mongolie, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pologne, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Par 89 voix contre 5, avec 26 abstentions, le projet de résolution A/C.2/L.1297, tel qu'il a été révisé oralement, est adopté.

58. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), expliquant son vote, dit que le Gouvernement soviétique a toujours appuyé les efforts des pays en voie de développement visant à éliminer l'inégalité des termes de l'échange entre eux-mêmes et les pays capitalistes développés, et à supprimer les prix artificiellement inégaux. Par suite de l'inéquité des termes de l'échange, les pays en voie de développement subissent des pertes qui affectent défavorablement leur développement. La délégation soviétique pense donc qu'il est souhaitable de poursuivre dans le cadre de la CNUCED la recherche d'une solution appropriée, notamment par la généralisation de la pratique des accords internationaux sur les produits de base. Néanmoins, elle a quelques doutes pour ce qui est de concentrer l'étude exclusivement sur l'établissement d'un lien automatique entre les prix unitaires des produits importés et des produits exportés. Sans parler de la possibilité ou de l'impossibilité de réussir, il n'est actuellement pas approprié de préjuger que les résultats de l'étude aboutiront à un lien automatique de ce genre. L'étude devrait être réalisée dans le cadre de la Commission des produits de base de la CNUCED et non dans le cadre de la BIRD, dont la réputation a déjà été évoquée par la délégation cubaine et d'autres délégations. La délégation soviétique s'est donc abstenue lors du vote sur le projet de résolution.

59. M. MÜEZZINOĞLU (Turquie), expliquant le vote de sa délégation, rappelle que, en tant que pays en voie de développement, la Turquie a toujours soutenu que, pour assurer plus facilement leur croissance, les pays insuffisamment développés devaient augmenter considérablement leurs recettes d'exportation. Au cours de la discussion générale ainsi qu'en diverses occasions, la délégation turque a exprimé l'inquiétude qu'elle éprouve en constatant que la part des pays en voie de développement dans le volume total du commerce mondial s'est contractée au cours des dernières années et que, d'une manière générale, les termes de l'échange ont entravé les efforts de développement des pays en voie de développement; en outre, la délégation turque a insisté pour que les pratiques généralement appliquées soient améliorées et pour que, dans l'élaboration d'un nouveau système monétaire, l'on tienne compte du volume de financement additionnel dont ces pays ont besoin pour assurer leur croissance. La Turquie continue à maintenir cette opinion, que les autres pays en voie de développement partagent, et elle espère que les moyens de remédier à cette situation feront l'objet d'un examen plus approfondi. Toutefois, elle se demande dans quelle mesure le projet de résolution qui vient d'être adopté pourra se révéler utile en la matière. Elle aurait souhaité disposer de plus de temps pour étudier la proposition dans ses détails et pour clarifier certains points quant à l'approche compliquée adoptée; c'est pour cette raison qu'elle a estimé devoir s'abstenir lors du vote. M. Müezzinoğlu tient cependant à préciser une fois de plus que sa délégation approuve en principe l'objectif du projet de résolution et qu'elle se réserve par conséquent le droit d'exprimer ses vues lorsque l'étude demandée sera établie.

60. M. PATRICIO GOUVEIA (Portugal) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution A/C.2/L.1297. Certes, la difficulté d'établir l'étude demandée fait naître une certaine perplexité, mais la question des prix des produits exportés revêt une importance fondamentale pour les pays en voie de développement et elle doit être étudiée si l'on veut que les problèmes connexes soient résolus.

61. Le PRESIDENT déclare que la Commission a achevé l'examen du projet de résolution A/C.2/L.1297 et indique que les autres projets de résolution qui ont été présentés au titre du point 51 de l'ordre du jour seront examinés à un stade ultérieur. Le Président remercie les deux vice-présidents pour l'efficacité de leur assistance au cours des consultations officieuses qui ont eu lieu à propos des projets de résolution sur lesquels la Commission s'est déjà prononcée.

62. M. ABHYANKAR (Inde) dit que des consultations officieuses se poursuivent à propos d'un projet de résolution sur les négociations commerciales multilatérales. Il devrait être possible, peut-être avec l'assistance d'un des deux vice-présidents, d'établir un texte qui pourrait être adopté par voie de consensus. M. Abhyankar exprime par conséquent l'espoir que les consultations officieuses pourront se poursuivre, étant entendu que le projet de résolution en question sera examiné en même temps que les autres projets de résolution en suspens qui se rapportent au point 51 de l'ordre du jour.

Il en est ainsi décidé.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (A/9003, A/C.2/285)

FONDS DE ROULEMENT DES NATIONS UNIES POUR L'EXPLORATION DES RESSOURCES NATURELLES (A/C.2/282, A/C.2/L.1288, A/C.2/L.1302)

63. M. NDUNG'U (Kenya) rappelle que, au cours de la discussion générale à la Commission (1521^{ème} séance), sa délégation a déjà eu l'occasion d'exprimer ses vues sur la question de la création d'un fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles; il se bornera donc à présenter le projet de résolution A/C.2/L.1302 au nom des auteurs. Le projet de résolution a fait l'objet de multiples consultations avec un certain nombre de délégations et son texte n'est l'œuvre d'aucune délégation en particulier. Certains paragraphes ont été suggérés par des délégations qui ne figurent pas au nombre des auteurs mais qui ont promis leur appui en attendant de nouvelles instructions de leurs gouvernements respectifs quant à leur inscription sur la liste des auteurs. La plupart des délégations sont bien au fait des négociations dont le fonds de roulement a fait l'objet dans le cadre de diverses instances au cours des trois années précédentes.

64. M. Ndung'u attire l'attention sur deux fautes de frappe qui se sont glissées dans la version anglaise du projet de résolution, à savoir dans le quatrième alinéa du préambule et dans le paragraphe 6.

65. Le premier alinéa du préambule renvoie à la résolution 1762 (LIV) du Conseil, dont le texte a été

communiqué aux membres de la Commission sous couvert d'une note du Secrétaire général (A/C.2/L.1288). Le deuxième alinéa du préambule réaffirme une notion qui n'appelle aucune explication puisque l'utilisation accrue des ressources naturelles pour le bien de l'humanité est l'essence même du développement et qu'elle est, par conséquent, un facteur particulièrement important de la croissance économique des pays en voie de développement. Le troisième alinéa du préambule souligne le principe sur lequel repose le fonds ainsi que le caractère unique que lui vaudra sa qualité de fonds de roulement. Il sera en effet le premier fonds de l'Organisation des Nations Unies à se reconstituer automatiquement, en vertu du principe de l'auto-assistance qu'appliqueront les pays en voie de développement. Si, dans plusieurs domaines, un petit pays en voie de développement comme le Kenya a pu mener à bien l'exécution de projets d'auto-assistance, l'organisme mondial devrait pouvoir faire des miracles en conjuguant les efforts des pays développés et des pays en voie de développement pour assurer l'exploration des ressources naturelles. Les expressions "le caractère d'un fonds de roulement" et "les principes d'auto-assistance" qui figurent au troisième alinéa du préambule sont repris de la résolution 1762 (LIV). Le quatrième alinéa du préambule souligne la nécessité, pour tous les pays, et en particulier pour les principaux pays dispensateurs de l'aide, de verser des contributions volontaires pour permettre au fonds de démarrer. Toutes les contributions seront bienvenues, qu'elles émanent de pays, de gouvernements, d'organismes intergouvernementaux ou non gouvernementaux, d'organisations ou de particuliers.

66. En ce qui concerne le dispositif, son paragraphe 1 vise à donner suite au paragraphe 1 du dispositif de la résolution 1762 (LIV) du Conseil.

67. Au paragraphe 2 du dispositif, les auteurs expriment l'opinion qu'il serait inutile que l'Assemblée générale s'occupe des détails des arrangements administratifs et des procédures de fonctionnement puisque la majorité des représentants ne sont guère au fait de ces questions. Au cours des consultations, certaines délégations ont émis l'avis que ces arrangements et procédures devraient être mis au point soit par l'Administrateur du PNUD, soit conjointement par le Secrétaire général et l'Administrateur. Toutefois, les auteurs ont estimé que le Secrétaire général devrait assumer la responsabilité générale en la matière, mais que le Secrétaire général et l'Administrateur devraient entreprendre la tâche ensemble.

68. Le paragraphe 3 ne nécessite aucun commentaire, étant fondé entre autres sur les dispositions de l'alinéa h du paragraphe 1 du dispositif de la résolution 1762 (LIV) du Conseil. Dans la deuxième partie de la phrase, les mots "organiser, si besoin est", introduisent la disposition principale. Les conférences d'annonces de contributions au fonds de roulement pourraient être organisées en conjonction avec un système de conférences déjà institué comme celui des conférences pour les annonces de contributions au PNUD.

69. Pour ce qui est du paragraphe 4, M. Ndung'u dit que les auteurs espèrent sincèrement que la BIRD et les organismes qui lui sont reliés sauront fournir l'appui financier maximum à un fonds que son caractère distingue de tous les autres et que les pays en voie de

développement se sont fermement engagés à alimenter par leurs propres ressources, une fois que l'élan financier initial lui aura été imprimé par les pays développés, lesquels ont, pour la plupart, exprimé leur appui général en la matière.

70. Le paragraphe 5 signifie seulement que tout pays pourra envoyer sa contribution au Secrétaire général dès que le projet de résolution aura été adopté. De l'avis des auteurs du projet de résolution, les contributions devraient être versées en monnaies convertibles, sauf circonstances extraordinaires.

71. Le paragraphe 6 tient compte du fait que, si la responsabilité générale de l'établissement des principes directeurs doit revenir au Secrétaire général, l'Administrateur du PNUD sera, quant à lui, chargé d'appliquer les principes et les directives qui seront formulés. La deuxième partie de la phrase a pour objet de préciser que les opérations ne pourront être entreprises que lorsque le rapport du Secrétaire général et de l'Administrateur du PNUD aura été adopté par le Conseil d'administration à sa dix-huitième session.

La séance est levée à 17 h 50.

1554^{ème} séance

Lundi 12 novembre 1973, à 10 h 50.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1554

POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités opérationnelles pour le développement (A/9003, chap. VI) :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement (E/5256, E/5365/Rev.1);
- b) Fonds d'équipement des Nations Unies;
- c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;
- d) Programme des Volontaires des Nations Unies (E/5342);
- e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
- f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
- g) Programme alimentaire mondial (A/9003/Add.1, quatrième partie; A/9031, A/C.2/L.1298)

1. M. PETERSON (Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement) souligne que, selon les conclusions auxquelles a permis d'aboutir la première opération d'examen et d'évaluation de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, la cause du développement semble avoir perdu de son élan et ne plus occuper qu'une priorité fort modeste dans nombre de pays développés.

2. Or, parallèlement à cette évolution, il semble que le taux d'accroissement des dépenses militaires dans le monde ait tendance à fléchir du fait du fardeau de plus en plus insupportable que représentent ces dépenses pour de nombreux pays. Même s'il est encore peu réaliste de penser que l'on s'achemine rapidement vers le désarmement, il n'est pas exclu que l'aide au développement bénéficie d'une certaine réduction des crédits militaires. Si les six pays développés les plus puissants militairement décidaient d'affecter 5 p. 100 de leur budget militaire à l'aide au développement, les ressources disponibles à cet effet seraient plus que doublées. Si cet espoir devait se réaliser, le PNUD utiliserait ces ressources supplémentaires pour développer et renforcer ses programmes mondiaux et régionaux et ses programmes par pays.

3. En ce qui concerne ces programmes par pays, les gouvernements bénéficiaires sont tenus d'identifier

leurs problèmes essentiels et de déterminer le type de mesures qu'il convient de prendre en priorité pour accélérer leur croissance économique avec le maximum de profit. Mais les gouvernements des pays intéressés sont seuls responsables de l'élaboration de leurs plans nationaux de développement. Toutefois, c'est à partir des objectifs et des priorités énoncés dans ces plans que les gouvernements établissent, en coopération avec le PNUD, les programmes qui leur sont destinés. La programmation par pays favorise également une coordination plus étroite de l'assistance technique bilatérale et multilatérale. Mais le PNUD ne peut aider les gouvernements à renforcer leur capacité de coordination en matière d'assistance que sur leur demande et c'est à eux qu'il appartient de définir la forme et la fonction du mécanisme de coordination. Les procédures de programmation par pays ont amené le PNUD à réduire la responsabilité du siège et à renforcer celle des représentants résidents; elles l'ont amené à créer 100 postes d'administrateur dans autant de pays.

4. La programmation par pays a également conduit le PNUD à mettre au point des procédures efficaces de surveillance des travaux liés aux projets, d'établissement de rapports d'activité et d'évaluation. Le système d'examen tripartite permet aux fonctionnaires du gouvernement, au représentant résident et aux spécialistes de l'organisation chargée de l'exécution de cerner les problèmes d'exécution auxquels se heurte la réalisation d'un projet et de se mettre d'accord sur la façon de les résoudre. Les conclusions tirées de ces examens systématiques permettent d'améliorer la formulation et l'exécution des projets futurs. Mais la programmation par pays ne peut être une fin en soi; pour qu'elle soit efficace, il faut qu'elle s'accompagne, à l'échelon national, de mesures visant à renforcer l'indépendance économique.

5. Quant aux projets régionaux, interrégionaux et mondiaux, une augmentation des ressources mises à la disposition du PNUD permettra également de les renforcer. C'est dans le cadre de ces projets que le PNUD peut fournir l'assistance la plus avantageuse aux pays à faible revenu et notamment aux moins avancés d'entre eux. Les projets mondiaux du PNUD portent essentiellement sur la recherche agricole. Des centres de re-